



FONCTIONS PUBLIQUES CFE-CGC
15-17 rue Beccaria – 75012 PARIS

☎ 01.44.70.65.90 📠 01.44.70.65.99

e-mail : ufcfcg@wanadoo.fr

<http://www.fonctions-publiques-cfecgc.org>

Communiqué

- Réforme annoncée des retraites -

Les Fonctions Publiques CFE-CGC sont attachées au système de retraites par répartition et à la solidarité qui résulte du programme du Conseil National de la Résistance.

Les Fonctions Publiques CFE-CGC réaffirment néanmoins leur attachement aux règles actuelles de liquidation des pensions, principales et de réversion, des fonctionnaires.

Sous prétexte d'alignement et d'équité, les fonctionnaires subissent depuis 2010 des augmentations de cotisations retraites qui conduisent, avec le gel de leur rémunération depuis le 1^{er} juillet 2010, à des pertes nettes de rémunération.

Les Fonctions Publiques CFE-CGC tiennent fortement au calcul de la pension sur l'indice de traitement des 6 derniers mois. Un allongement de ce délai remettrait en cause l'articulation entre la carrière professionnelle des fonctionnaires et leur retraite.

Les Fonctions Publiques CFE-CGC revendiquent que dans la future loi sur les retraites le taux de remplacement soit fixé à au moins 70% de la rémunération globale.

Les Fonctions Publiques CFE-CGC dénoncent l'incohérence et les conséquences qui pourraient découler des propositions du rapport Moreau : L'idée de rapprocher le secteur public du secteur privé reflète une grave incompréhension de la situation des deux systèmes. L'absence de prise en compte de la complexité des relations entre carrières et retraites des fonctionnaires est très inquiétante, et pour tout dire dangereuse, car cela risquerait de coûter très cher à l'Etat. Les propositions du rapport Moreau sont inacceptables pour les Fonctions Publiques CFE-CGC.

Les Fonctions Publiques CFE-CGC sont favorables à l'ouverture de négociations quant aux régimes de retraites complémentaires obligatoires et de retraites complémentaires facultatifs propres aux fonctionnaires.

Les Fonctions Publiques CFE-CGC restent mobilisées pour réagir à tout démantèlement du système de retraites des fonctionnaires.